

HOOFDSTUK V. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 12. Enkel een decreet kan de maatschappij bedoeld in artikel 3 bevoegd verklaren tot het oprichten of het deelnemen in de oprichting van publiekrechtelijke maatschappijen met als opdracht in elk geval de verwerving, de waardering, het onderhoud, het beheer en de totstandbrenging zonder winstoogmerk van schoolgebouwen voor onderwijs ingericht door de overheid.

De bevoegdheden van de maatschappijen bedoeld in lid 1 worden vastgesteld door de Regering. Deze bevoegdheden worden volledig vervat binnen de territoriale grenzen vastgesteld in artikel 3.

De statuten van de maatschappijen bedoeld in lid 1 moeten worden goedgekeurd door de Regering op eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Ze bepalen met name dat de maatschappijen enkel de goederen kunnen overdragen die niet langer noodzakelijk zijn voor de huisvesting van onderwijsinstellingen, internaten en psychomedisch-sociale centra bestemd voor onderwijs ingericht door de overheid.

De Provincie en de gemeenten kunnen bij de oprichting van deze maatschappijen betrokken worden.

Art. 13. De maatschappij opgericht bij of krachtens dit decreet kan middels de toestemming van de Regering ontegenen ten algemene nutte overeenkomstig de bepalingen in de wet van 26 juli 1982 met betrekking tot de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake de ontegenen ten algemene nutte.

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

Art. 14. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 8 juli 1993.

Het College :

De Minister, Lid van het College, belast met Cultuur en Bijstand aan Personen,
D. GOSUIN

De Minister, Lid van het College, belast met het Gezondheidsbeleid,
J.-L. THYS

F. 93 — 2129

[C — 29401]

22 JUILLET 1993. — Décret III attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission Communautaire française (1)

L'Assemblée de la Commission Communautaire française a adopté et Nous, Collège sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Le présent décret est adopté en application de l'article 59quinquies de la Constitution.

Art. 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

- 1° « Communauté » : la Communauté française;
- 2° « Région » : la Région wallonne;
- 3° « Commission » : la Commission communautaire française;
- 4° « Conseil communautaire » : le Conseil de la Communauté française;
- 5° « Conseil régional » : le Conseil régional wallon;
- 6° « Assemblée » : l'Assemblée de la Commission;
- 7° « Gouvernement communautaire » : le Gouvernement de la Communauté française;
- 8° « Gouvernement wallon » : le Gouvernement régional wallon;
- 9° « Collège » : le Collège de la Commission;
- 10° « loi spéciale » : la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du ...;
- 11° « loi du 12 janvier 1989 » : la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du ...;
- 12° « loi de financement » : la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée par la loi spéciale du ...

Art. 3. La Région et la Commission, la première sur le territoire de la région de langue française et la seconde sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, exercent les compétences de la Communauté dans les matières suivantes :

- 1° en ce qui concerne l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, visés à l'article 4, 9°, de la loi spéciale : les infrastructures communales, provinciales, intercommunales et privées;
- 2° le tourisme, visé à l'article 4, 10°, de la loi spéciale;
- 3° la promotion sociale, visée à l'article 4, 15°, de la loi spéciale;
- 4° la reconversion et le recyclage professionnels, visés à l'article 4, 16°, de la loi spéciale;
- 5° le transport scolaire visé à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et organisé par la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national du transport scolaire; les décrets et les arrêtés réglementaires sont pris de l'avis conforme du Gouvernement communautaire en ce qu'ils concernent les normes relatives au droit au transport, la réglementation et la gestion de la cellule « Pacte scolaire » visée à l'article 11 de la loi du 15 juillet 1983 précitée;

(1) Session 1992-1993

Documents de l'Assemblée. — 48 (1992-1993) n° 1-4.

Comptes-rendus intégral et analytique. — Séance du 19 juillet 1993.

6° la politique de santé, visée à l'article 5, § 1er, I, de la loi spéciale, à l'exception des hôpitaux universitaires, du Centre hospitalier de l'Université de Liège, de l'Académie royale de médecine de Belgique, de ce qui relève des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE), de l'Education sanitaire, des activités et services de médecine préventive et de l'Inspection médicale scolaire;

7° l'aide aux personnes, visée à l'article 5, § 1er, II, de la loi spéciale, à l'exception des normes déterminant les catégories de handicapés pris en charge, de ce qui relève des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE), de la Protection de la Jeunesse et de l'aide sociale aux détenus.

Art. 4. Dans les matières visées à l'article 3 :

1° la Région et la Commission ont les mêmes compétences que celles attribuées à la Communauté et, notamment, celles visées aux articles 6bis à 16, 78, 79, 81 à 83, 87, 92bis et 92ter, de la loi spéciale (1);

2° le pouvoir décréte s'exerce collectivement, conformément aux articles 18, 19, § 1er, alinéa 1er, et § 2, 21 et 22, de la loi spéciale, selon le cas, par le Conseil régional et le Gouvernement wallon ou par l'Assemblée et le Collège; les décrets mentionnent qu'ils règlent une matière visée à l'article 59bis de la Constitution, en vertu de l'article 59quinquies de la Constitution;

3° le Gouvernement wallon et le Collège font, chacun en ce qui le concerne, les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des décrets, conformément à l'article 20 de la loi spéciale; les règlements et arrêtés mentionnent qu'ils règlent une matière visée à l'article 59bis de la Constitution, en vertu de l'article 59quinquies de la Constitution;

4° la sanction et la promulgation des décrets du Conseil régional se font de la manière prévue à l'article 54, § 3, de la loi spéciale;

la sanction et la promulgation des décrets de l'Assemblée se font de la manière suivante :

« L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

(Décret)

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*. »;

5° après promulgation, les décrets du Conseil régional et de l'Assemblée sont publiés au *Moniteur belge* avec une traduction en langue néerlandaise; l'article 56 de la loi spéciale, s'applique à ces arrêtés;

6° les arrêtés du Gouvernement wallon et du Collège sont publiés au *Moniteur belge* avec une traduction en langue néerlandaise; l'article 84, 1°, alinéa 2, et 2°, de la loi spéciale, s'applique à ces arrêtés;

7° pour le reste, le Conseil régional et le Gouvernement wallon ainsi que l'Assemblée et le Collège exercent leurs compétences conformément aux règles de fonctionnement prévues respectivement par ou en vertu de la loi spéciale et de la loi du 12 janvier 1989, moyennant les adaptations nécessaires.

Art. 5. Les biens meubles et immeubles de la Communauté, tant du domaine public que du domaine privé, indispensables à l'exercice des compétences visées à l'article 3 sont transférés, sans indemnités, à la Région et à la Commission, chacune pour ce qui la concerne.

Sans préjudice de l'article 12, les conditions et les modalités de ce transfert sont fixées par arrêté du Gouvernement communautaire, pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège. Les transferts sont réalisés de plein droit. Ils sont opposables aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur de cet arrêté.

Art. 6. § 1er. En vue de l'exercice des compétences attribuées à la Région et à la Commission dans les matières visées à l'article 3, des membres du personnel des Ministères de la Communauté sont transférés à la Région et à la Commission de manière équitable et en fonction des besoins, par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège.

§ 2. Le Gouvernement communautaire détermine, après concertation avec les organisations représentatives du personnel, la date et les modalités du transfert des membres du personnel visés au § premier.

Les membres de ce personnel sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

§ 3. Aussi longtemps qu'ils ne sont pas transférés, les membres du personnel de la Communauté, désignés par le Gouvernement communautaire après concertation avec le Gouvernement wallon et le Collège, sont placés sous l'autorité fonctionnelle respective du Gouvernement wallon et du Collège, dans la mesure où ils agissent dans la sphère des compétences visées à l'article 3.

Sous réserve de l'article 9, alinéa 2, 2°, la rémunération et les frais de fonctionnement du personnel transféré sont à charge du budget, selon le cas, de la Région ou de la Commission, dès l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement communautaire prévu à l'article 7, § 7.

Art. 7. § 1er. Dès l'année budgétaire 1994, des dotations spéciales établies conformément aux §§ 2 à 6 du présent article sont inscrites au budget de la Communauté et octroyées chaque année respectivement à la Commission et à la Région.

§ 2. Le montant de base est fixé à 21 000 millions de francs. Dès l'année 1994, ce montant est adapté au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation augmenté chaque année de 1 p.c. jusqu'en 1999 y compris, selon les modalités fixées à l'article 13, § 2 de la loi de financement.

§ 3. Du montant déterminé au § 2, est déduit un montant équivalent aux charges totales de la Région et de la Commission, lesquelles sont calculées de la manière suivante :

1) Chaque année, est calculé avec 4 décimales un coefficient correspondant au rapport entre les pourcentages annuels pour la Région et la Commission fixés en vertu du § 4, augmenté d'une unité.

2) Chaque année, un second coefficient est calculé en multipliant le coefficient visé au point 1) par un pourcentage fixé à 100 p.c. en 1994. A partir de 1995 ce pourcentage est fixé de l'accord des Gouvernements et du Collège entre 90 et 100 p.c. Ce second coefficient est calculé avec 4 décimales.

3) Chaque année, les charges totales de la Région et de la Commission sont calculées en multipliant le montant prévu, pour chaque année considérée, par ou en vertu de l'article 83quater, § 1er, premier alinéa de la loi du 12 janvier 1989, par le coefficient obtenu en application du point 2.

§ 4. Chaque année, le montant obtenu en vertu des §§ 2 et 3 est réparti entre la Commission et la Région selon les modalités suivantes :

- 1) En 1994 et 1995 :
 - pour la Commission : 25 p.c.;
 - pour la Région : 75 p.c.

(1) A adapter, le moment venu, en fonction des modifications apportées à la LSRI.

2) A partir de 1996, le Gouvernement communautaire, le Gouvernement wallon et le Collège déterminent de commun accord une répartition basée sur la localisation réelle des dépenses sans que la part attribuée à la Commission puisse être inférieure à 20 p.c. ni supérieure à 25 p.c.

A défaut d'accord, la répartition s'établira comme suit :

- pour la Commission : 23 p.c.;
- pour la Région : 77 p.c.

§ 5. Les dotations fixées au § 4 sont majorées de 1 100 millions de francs en 1994, 2 200 millions de francs en 1995, 3 300 millions de francs en 1996, 4 400 millions de francs les années ultérieures. Ces montants sont répartis entre la Région et la Commission suivant une clé déterminée de commun accord par le Gouvernement communautaire, le Gouvernement wallon et le Collège et établie proportionnellement aux emprunts contractés pour l'achat des bâtiments scolaires de la Communauté par les sociétés de droit public créées en vertu du décret du 30 juin 1993 portant création de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics.

§ 6. Pour l'année 1994, les montants transférés visés au § 1er sont diminués :

- pour la Commission de 800 millions de francs;
- pour la Région de 1.600 millions de francs, déduction faite de l'apport de la Région en 1993 à l'Etablissement.

§ 7. Les montants visés au § 1er sont augmentés dès l'entrée en vigueur de tous les arrêtés prévus à l'article 6, d'un montant fixé par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège. Ce montant ne peut être supérieur au montant total des dépenses relatives à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré en vertu de l'article 6.

§ 8. Les dotations sont liquidées conformément aux modalités fixées par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège, dans le respect des principes énoncés à l'article 54, § 1er, troisième alinéa et § 2, de la loi de financement le jour ouvrable suivant celui du transfert à la Communauté des moyens visés par cet article.

Art. 8. § 1er. Le Conseil régional peut utiliser tous les moyens financiers qui lui reviennent en vertu de la loi de financement et en vertu des dispositions du présent décret pour le financement, tant du budget des matières visées à l'article 107^{quater} de la Constitution que du budget des matières visées à l'article 59^{bis} de la Constitution.

§ 2. L'Assemblée peut utiliser tous les moyens financiers qui lui reviennent en vertu de l'article 59^{quinquies}, § 2, de la Constitution, de la loi du 12 janvier 1989, de la loi de financement et en vertu du présent décret pour le financement tant du budget des matières visées à l'article 108^{ter}, § 3 et à l'article 1er, § 3, de la Constitution que du budget des matières visées à l'article 59^{bis} de la Constitution.

Art. 9. Sous réserve de l'article 7, § 8, la Région et la Commission succèdent, chacune en ce qui la concerne, aux droits et obligations de la Communauté relatifs aux compétences visées à l'article 3 ainsi qu'aux biens transférés en vertu de l'article 5, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir.

Toutefois, restent à charge de la Communauté :

- 1^o les obligations contractées par elle avant l'entrée en vigueur du présent décret et imputables en engagement avant cette date sur des crédits non dissociés de son budget;
- 2^o les obligations afférentes à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré en vertu de l'article 6, contractées par elle avant l'entrée en vigueur de l'arrêté prévu à l'article 7, § 7, et imputables en engagement avant cette date sur des crédits non dissociés de son budget;
- 3^o les obligations dont le paiement ou l'exécution était exigible avant le transfert de propriété des biens visés à l'article 5.

En cas de litige, la Communauté, la Région ou la Commission peut toujours, selon le cas, intervenir à la cause ou appeler à la cause l'autorité qui lui succède ou à laquelle elle succède.

Art. 10. § 1er. L'Institut de formation permanente des Classes moyennes créé par le décret de la Communauté du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est cogéré par la Région, la Commission et la Communauté pour l'exercice de sa compétence d'enseignement, notamment de certification et d'homologation, selon les modalités prévues dans un accord de coopération. L'accord de coopération prévoit les modifications éventuelles à apporter au décret précité ou aux arrêtés d'application pris en vertu de ce décret.

§ 2. L'Office de promotion du tourisme créé par le décret de la Communauté du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme est cogéré par la Commission et la Région selon les modalités prévues dans un accord de coopération. L'accord de coopération peut notamment prévoir les modifications éventuelles à apporter au décret précité ou aux arrêtés d'application pris en vertu de ce décret.

§ 3. Dès l'entrée en vigueur du présent décret et jusqu'à la signature des accords de coopération visés au § 1er et au § 2, les organismes précités sont placés sous la tutelle respective du Gouvernement communautaire, du Gouvernement wallon et du Collège dans le cas visé au § 1er et du Gouvernement wallon et du Collège dans le cas visé au § 2.

Dès l'entrée en vigueur du présent décret et jusqu'à la signature des accords de coopération visés au § 1er et au § 2, le Gouvernement communautaire exerce ses compétences à l'égard des organismes de l'avis conforme du Collège et du Gouvernement wallon, chacun en ce qui le concerne.

§ 4. Le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées créé par le décret du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées est supprimé à la date d'entrée en vigueur d'un arrêté du Gouvernement communautaire réglant les modalités de dissolution de ce Fonds, pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège.

A partir de cette date, ses biens, droits et obligations et, de manière équitable, son personnel sont transférés à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, chacune pour ce qui la concerne, et ce dans le respect des principes énoncés aux articles 4, 5 et 6.

A cette date, dans la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, à l'article 1er B, les mots « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » sont supprimés.

Jusqu'à la date de la dissolution de l'organisme, visé dans le présent paragraphe, ce dernier est placé sous la tutelle, chacun en ce qui les concerne, respectivement du Gouvernement wallon et du Collège.

Jusqu'à la date de la dissolution de l'organisme visé dans le présent paragraphe, le Gouvernement communautaire exerce ses compétences à l'égard de l'organisme de l'avis conforme du Collège et du Gouvernement wallon, chacun en ce qui le concerne.

§ 5. A concurrence d'un montant maximum annuel de 37,5 millions pour la Région et de 12,5 millions pour la Commission, le Gouvernement communautaire règle par arrêté pris après avis du Gouvernement wallon et du Collège, dans les limites du transfert de l'exercice des compétences visées à l'article 3, le transfert d'une partie de la dotation et le transfert éventuel, dans le respect des principes énoncés aux articles 4, 5, 6, de membres du personnel, de biens, de droits et d'obligations du Commissariat général aux relations internationales à la Commission et à la Région.

Art. 11. La Communauté, la Région et la Commission concluent, en tout cas, des accords de coopération, au sens de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980, pour le règlement des questions relatives :

1° à la liquidation des subventions organiques dans les matières visées à l'article 3;

2° à l'institution d'un Comité francophone de coordination des politiques sociales et de santé.

Ces accords prévoient, en tout cas, que :

a) le Comité dont question a pour objet d'organiser une concertation qui vise à garantir une meilleure efficacité des moyens budgétaires prévus par les secteurs sociaux et de la santé ainsi que la liberté et l'homogénéité des conditions d'accès des usagers aux institutions et services sociaux et de santé,

b) le Comité a pour mission de rendre des avis,

c) le Comité est composé de 24 membres nommés par le Gouvernement communautaire, le Gouvernement wallon et le Collège, en assurant une répartition équilibrée des pouvoirs organisateurs, des professionnels du secteur et des usagers,

d) un rapport d'activités est établi chaque année par le Comité qui le transmet au Gouvernement communautaire, au Gouvernement wallon ainsi qu'au Collège et aux Assemblées respectives,

e) à l'occasion de la présentation de ce rapport, le Comité organise une table ronde des secteurs concernés;

3° aux fonds structurels européens, dans le cadre des compétences visées à l'article 3, en vue de constituer une cellule commune auprès de la Communauté, cette dernière assurant pour compte de la Région et de la Commission les relations avec la Communauté européenne.

Art. 12. Les ressources qui sont transférées à la Région et à la Commission en vertu du présent décret sont réduites à concurrence du montant des dépenses relatives :

1° aux biens visés à l'article 5, pour autant que ces dépenses soient supportées par la Communauté, entre le 1er janvier 1994 et la date de leur transfert;

2° aux organismes publics visés aux articles 10 et 13, pour autant que ces dépenses concernent des missions, membres du personnel, biens, droits et obligations transférés en vertu de cet article et qu'elles soient supportées par la Communauté entre le 1er janvier 1994 et la date de leur transfert.

Le Gouvernement communautaire fixe ces réductions par arrêté pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège.

Art. 13. Le décret de la Communauté française du 23 décembre 1988 portant attribution des missions de formation professionnelle à un organisme créé par la Région wallonne, modifié par les décrets du 6 juillet 1989 et 13 novembre 1989, est abrogé à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'alinéa 2.

Un arrêté pris de l'avis conforme du Collège et du Gouvernement wallon règle les modalités de transfert des biens, droits et obligations et du personnel résultant de l'abrogation du décret visé à l'alinéa 1er.

Art. 14. Le décret du 18 juin 1990 de délégation de compétences à la Commission communautaire française est abrogé.

Toutefois, les normes applicables au 30 juin 1989 aux institutions ayant exercé le droit d'option en Communauté en vertu de l'article 65, § 5, de la loi de financement, telles qu'elles ont été modifiées, le cas échéant, par la Commission en vertu du décret visé au premier alinéa, restent en vigueur jusqu'au jour où la Commission les aura modifiées en vertu du présent décret.

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur le premier janvier 1994.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 juillet 1993

Le Collège :

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Culture et de l'Aide aux Personnes,
D. GOSUIN

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Santé,
J.-L. THYS

VERTALING

N. 93 — 2129

[S-C — 29401]

22 JULI 1993. — Decreet III tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie (1)

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet wordt aangenomen bij toepassing van artikel 59 *quinquies* van de Grondwet.

Art. 2. In de zin van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° « Gemeenschap » : de Franse Gemeenschap;

2° « Gewest » : het Waalse Gewest;

(1) *Zitting 1992-1993*

Stukken van de Raad. — 48 (1992-1993) nr. 1-4.

Volledig en analytisch verslag. — Vergadering van 19 juli 1993.

- 3° « Commissie » : de Franse Gemeenschapscommissie;
- 4° « Gemeenschapsraad » : de Franse Gemeenschapsraad;
- 5° « Gewestraad » : de Waalse Gewestraad;
- 6° « Raad » : de raad van de Commissie;
- 7° « Gemeenschapsregering » : de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 8° « Waalse Regering » : de Waalse Gewestregering;
- 9° « College » : het College van de Commissie;
- 10° « bijzondere wet » : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;
- 11° « wet van 12 januari 1989 » : de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;
- 12° « financieringswet » : de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993.

Art. 3. Het Gewest en de Commissie, het eerste op het grondgebied van het Frans taalgebied en de tweede op het grondgebied van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, oefenen de bevoegdheden van de Gemeenschap in de volgende aangelegenheden uit :

- 1° wat de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens, bedoeld in artikel 4, 9°, van de bijzondere wet, betreft : de gemeentelijke, provinciale, intercommunale en privé-infrastructuren;
- 2° het toerisme, bedoeld in artikel 4, 10°, van de bijzondere wet;
- 3° de sociale promotie, bedoeld in artikel 4, 15°, van de bijzondere wet;
- 4° de beroepsomscholing en — bijscholing, bedoeld in artikel 4, 16°, van de bijzondere wet;
- 5° het leerlingenvervoer, bedoeld in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en georganiseerd bij de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor leerlingenvervoer; de decreten en reglementaire besluiten worden op eensluidend advies van de Gemeenschapsregering genomen in zover ze betrekking hebben op de normen aangaande het recht op vervoer, de reglementering en het beheer van de Schoolpactcel, bedoeld in artikel 11 van voormelde wet van 15 juli 1983.
- 6° het gezondheidsbeleid, bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet, met uitzondering van de universitaire ziekenhuizen, van het « Centre hospitalier de l'Université de Liege » (Ziekenhuiscentrum van de Universiteit Luik), van de Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België, van wat behoort tot de opdrachten die zijn toegewezen aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (O.N.E.) (Dienst voor geboorte en kindervelzijn van de Franse Gemeenschap), van de gezondheidsopvoeding, van de activiteiten en diensten inzake preventieve geneeskunde en van het medisch schooltoezicht;
- 7° de bijstand aan personen, bedoeld in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet, met uitzondering van de normen tot bepaling van de categorieën van ten laste genomen gehandicapten, van wat behoort tot de opdrachten die zijn toegewezen aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (O.N.E.), van de Jeugdbescherming en van de sociale hulpverlening aan gedetineerden.

Art. 4. In de in artikel 3 bedoelde aangelegenheden :

- 1° hebben het Gewest en de Commissie dezelfde bevoegdheden als deze die aan de Gemeenschap toegewezen zijn, inzonderheid de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 6bis tot 16, 78, 79, 81 tot 83, 87, 92bis en 92ter van de bijzondere wet (1);
 - 2° wordt de decreetgevende macht, overeenkomstig de artikelen 18, 19, § 1, eerste lid, en § 2, 21 en 22 van de bijzondere wet, gezamenlijk uitgeoefend, naar gelang van het geval, door de Gewestraad en de Waalse Regering of door de raad en het College; in de decreten staat vermeld dat zij een in artikel 59bis van de Grondwet bedoelde aangelegenheid regelen, krachtens artikel 59 quinquies van de Grondwet;
 - 3° maken de Waalse Regering en het College, ieder wat hem betreft, de verordeningen en nemen ze de besluiten die voor de uitvoering van de decreten nodig zijn, overeenkomstig artikel 20 van de bijzondere wet; in de verordeningen en besluiten staat vermeld dat zij een in artikel 59bis van de Grondwet bedoelde aangelegenheid regelen, krachtens artikel 59 quinquies van de Grondwet;
 - 4° geschieden de bekrachtiging en de afkondiging van de Gewestraad op de in artikel 54, § 3, van de bijzondere wet bedoelde wijze.
- De bekrachtiging en de afkondiging van de decreten van de raad geschieden op de volgende wijze :
- « De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

(Decreet)

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. »

5° worden de decreten van de Gewestraad en van de raad, na hun afkondiging, met een Nederlandse vertaling in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt; artikel 56 van de bijzondere wet is op die besluiten toepasselijk.

6° worden de besluiten van de Waalse Regering en van het College met een Nederlandse vertaling in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt; artikel 84, 1°, tweede lid, en 2°, van de bijzondere wet, is op die besluiten toepasselijk;

7° voor het overige, oefenen de Gewestraad en de Waalse Regering alsook de raad en het College hun bevoegdheden uit overeenkomstig de werkingsregels die bepaald zijn bij of krachtens respectievelijk de bijzondere wet en de wet van 12 januari 1989, mits de nodige aanpassingen.

Art. 5. De roerende en onroerende goederen van de Gemeenschap, zowel van het openbaar als van het privaat domein, die onmisbaar zijn voor de uitoefening van de in artikel 3 bedoelde bevoegdheden, worden zonder schadeloosstelling naar het Gewest en de Commissie, ieder wat hem betreft, overgedragen.

Onverminderd artikel 12, worden de voorwaarden en de nadere regels voor die overdracht vastgelegd bij een op eensluidend advies van de Waalse Regering en van het College genomen besluit van de Gemeenschapsregering. De overdrachten worden van rechtswege uitgevoerd. Vanaf de inwerkingtreding van dat besluit kunnen ze zonder verdere vormen tegen derden worden ingeroepen.

(1) Aan te passen naar aanleiding van de wijzigingen die zullen worden aangebracht aan de BWHL.

Art. 6. § 1. Voor de uitoefening van de bevoegdheden die voor de in artikel 3 bedoelde aangelegenheden aan het Gewest en de Commissie worden toegekend, worden personeelsleden van de ministeries van de Gemeenschap, bij een op eensluitend advies van de Waalse Regering en van het College genomen besluit van de Gemeenschapsregering, op billijke wijze en naar gelang van de behoeften, naar het Gewest en naar de Commissie overgedragen.

§ 2. Na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, bepaalt de Gemeenschapsregering de datum en de nadere regels voor de overdracht van de in § 1 bedoelde personeelsleden.

Die personeelsleden worden in hun graad of in een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid overgedragen.

Ze behouden ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die ze hadden of gehad zouden hebben indien ze binnen hun oorspronkelijke dienst het ambt waren blijven uitoefenen dat ze op het ogenblik van hun overdracht bekleedden.

§ 3. Zolang ze niet overgedragen zijn, worden de na overleg met de Waalse Regering en het College door de Gemeenschapsregering aangewezen personeelsleden van de Gemeenschap onder het functionele gezag van respectievelijk de Waalse Regering en van het College geplaatst, voor zover zij in het kader van de in artikel 3 bedoelde bevoegdheden handelen.

Onder voorbehoud van artikel 9, tweede lid, 2°, komen de bezoldiging en de werkingskosten van het overgedragen personeel, vanaf de inwerkingtreding van het in artikel 7, § 7, bedoelde besluit, naar gelang van het geval, ten laste van de begroting van het Gewest of de Commissie.

Art. 7. § 1. Vanaf het begrotingsjaar 1994, worden overeenkomstig § 2 tot § 6 van dit besluit bepaalde bijzondere dotaties uitgetrokken op de begroting van de Gemeenschap en jaarlijks toegekend aan de Commissie en aan het Gewest.

§ 2. Het basisbedrag is op 21 000 miljoen frank vastgesteld. Vanaf het jaar 1994, wordt dat bedrag, volgens de in artikel 13, § 2, van de financieringswet bedoelde modaliteiten, aangepast aan de procentuele verandering van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen, jaarlijks verhoogd met 1 % tot en met 1999.

§ 3. Van het in § 2 bepaalde bedrag wordt een bedrag afgetrokken dat gelijk is aan de totale lasten van het Gewest en de Commissie. Die lasten worden berekend als volgt

1) jaarlijks wordt een coëfficiënt met vier decimalen berekend die overeenstemt met de verhouding tussen de krachtens § 4 vastgestelde jaarlijkse percentages voor het Gewest en de Commissie, vermeerderd met één eenheid;

2) jaarlijks wordt één tweede coëfficiënt berekend door de in punt 1 bedoelde coëfficiënt te vermenigvuldigen met een in 1994 op 100 % vastgesteld percentage. Vanaf 1995, wordt dat percentage met de instemming van de regeringen en het College tussen 90 % en 100 % vastgesteld. Die tweede coëfficiënt wordt met vier decimalen berekend.

3) jaarlijks worden de totale lasten van het Gewest en de Commissie berekend door het voor elk betrokken jaar bij of krachtens artikel 83 quater, § 1, eerste lid, van de wet van 12 januari 1989 bepaalde bedrag te vermenigvuldigen met de bij toepassing van punt 2 verkregen coëfficiënt.

§ 4. Het overeenkomstig § 2 en § 3 verkregen bedrag wordt jaarlijks over de Commissie en het Gewest verdeeld als volgt

1) In 1994 en 1995 :

- voor de Commissie : 2 5 %;
- voor het Gewest : 75 %.

2) Vanaf 1996, zullen de Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College in onderlinge overeenstemming een verdeling bepalen, berekend op grond van de werkelijke lokalisatie van de uitgaven zonder dat het aan de Commissie toegekende deel kleiner dan 20 % en groter dan 25 % mag zijn .

Bij gebrek aan die onderlinge overeenstemming, geschiedt de verdeling als volgt :

- voor de Commissie : 23 %;
- voor het Gewest : 77 %.

§ 5. De in § 4 bedoelde dotaties worden in 1994 met 1 100 miljoen, in 1995 met 2 200 miljoen, in 1996 met 3 300 miljoen en in de volgende jaren met 4 400 miljoen vermeerderd. Die bedragen worden over het Gewest en de Commissie verdeeld volgens een sleutel die in onderlinge overeenstemming wordt bepaald door de Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College. Die sleutel wordt vastgesteld naar verhouding van de leningen die voor de aankoop van schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap werden aangegaan door de publiekrechtelijke maatschappijen opgericht krachtens het decreet van 5 juli 1993 houdende oprichting van zes publiekrechtelijke maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs.

§ 6. Voor het jaar 1994, worden de in § 1 overgedragen bedragen verminderd met :

— 800 miljoen voor de Commissie;

— 1 600 miljoen voor het Gewest, na aftrek van de inbreng van het Gewest ten bate van de « Etablissement » in 1993.

§ 7. De in § 1 vermelde bedragen worden vanaf de inwerkingtreding van alle in artikel 6 bedoelde besluiten verhoogd met een bedrag dat vastgesteld wordt bij een op eensluitend advies van de Waalse Regering en het College door de Gemeenschapsregering genomen besluit. Dat bedrag mag niet hoger zijn dan het totale bedrag van de uitgaven veroorzaakt door de bezoldiging en de werkingskosten van het krachtens artikel 6 overgedragen personeel.

§ 8. De dotaties worden overeenkomstig de regels die nader te bepalen zijn bij een op eensluitend advies van de Waalse Regering en het College door de Gemeenschapsregering genomen besluit, met inachtneming van de in artikel 54, § 1, derde lid, en § 2, van de financieringswet bedoelde beginselen uitbetaald op de eerste werkdag die volgt op de dag waarop de in dat artikel bedoelde middelen aan de Gemeenschap werden overgemaakt.

Art. 8. § 1. De Gewestraad mag alle financiële middelen die hem krachtens de financieringswet en de bepalingen van dit decreet toekomen, aanwenden voor de financiering zowel van de begroting voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 107 quater van de Grondwet, als van de begroting voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 59bis van de Grondwet.

§ 2. De Raad mag alle financiële middelen die haar krachtens artikel 59 quinquies, § 2, van de Grondwet, de wet van 12 januari 1989, de financieringswet en dit decreet toekomen, aanwenden voor de financiering zowel van de begroting voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 108 ter, § 3 en in artikel 1, § 3, van de Grondwet, als van de begroting voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 59bis van de Grondwet.

Art. 9. Onder voorbehoud van artikel 7, § 8, nemen het Gewest en de Commissie, ieder wat hem betreft, de rechten en verplichtingen van de Gemeenschap over met betrekking tot de in artikel 3 bedoelde bevoegdheden alsook tot de krachtens artikel 5 overgedragen goederen, met inbegrip van de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit aan de gang zijnde en toekomstige gerechtelijke procedures.

Blijven echter ten laste van de Gemeenschap :

1° de voor de inwerkingtreding van dit decreet door haar aangegane verplichtingen die voor die datum als vastlegging op niet-gesplitste kredieten van haar begroting aan te rekenen zijn;

2° de voor de inwerkingtreding van het in artikel 7, § 7, bedoelde besluit door haar aangegane verplichtingen betreffende de bezoldiging en de werkingskosten van het krachtens artikel 6 overgedragen personeel, die voor die datum als vastlegging op niet-gesplitste kredieten van haar begroting aan te rekenen zijn;

3° de verplichtingen waarvan de betaling of de uitvoering opeisbaar waren voor de eigendomsoverdracht van de in artikel 5 bedoelde goederen.

In geval van geding, mag de Gemeenschap, het Gewest of de Commissie, naar gelang van het geval, in het geding tussenkomen, of de overheid die haar opvolgt of die ze opvolgt, in het geding roepen.

Art. 10. § 1. Het « Institut de formation permanente des classes moyennes » (Instituut voor de voortgezette opleiding voor de middenstand), opgericht bij het decreet van de Gemeenschap van 3 juli 1991 betreffende de voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt, voor de uitoefening van zijn bevoegdheid inzake onderwijs, inzonderheid inzake echtverklaring en homologatie, gezamenlijk beheerd door het Gewest, de Commissie en de Gemeenschap, volgens in een samenwerkingsakkoord nader te bepalen regels. Het samenwerkingsakkoord voorziet in de eventuele wijzigingen die aan te brengen zijn in het voormelde decreet of aan de krachtens dit decreet genomen toepassingsbesluiten.

§ 2. De « Office de promotion du tourisme » (Dienst voor de bevordering van het toerisme in de Franse Gemeenschap), opgericht bij het decreet van de Gemeenschap van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme, wordt gezamenlijk beheerd door de Commissie en het Gewest, volgens in een samenwerkingsakkoord nader te bepalen regels. Het samenwerkingsakkoord kan inzonderheid voorzien in de eventuele wijzigingen die aan te brengen zijn in het voormelde decreet of aan de krachtens dit decreet genomen toepassingsbesluiten.

§ 3. Vanaf de inwerkingtreding van dit decreet en tot de ondertekening van de in § 1 en § 2 bedoelde samenwerkingsakkoorden, worden bovenvermelde instellingen onder het toezicht geplaatst van respectievelijk de Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College, in het in § 1 bedoelde geval, en onder het toezicht van de Waalse Regering en het College, in het in § 2 bedoelde geval.

Vanaf de inwerkingtreding van dit decreet en tot de ondertekening van de in § 1 en § 2 bedoelde samenwerkingsakkoorden, oefent de Gemeenschapsregering haar bevoegdheden ten opzichte van de instellingen uit op eensluidend advies van het College en de Waalse Regering, ieder wat hem betreft.

§ 4. Het « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » (Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces), opgericht bij het decreet van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, wordt afgeschaft op de datum van inwerkingtreding van een besluit van de Gemeenschapsregering tot regeling van de nadere regels voor de ontbinding van dat Fonds, genomen op eensluidend advies van de Waalse Regering en het College.

Vanaf die datum worden zijn goederen, rechten en verplichtingen en, op billijke wijze, zijn personeel, overgedragen naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, ieder wat hem betreft, met inachtneming van de in de artikelen 4, 5 en 6 vermelde beginselen.

Op die datum worden de woorden « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » (Fonds van de Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces), in artikel 1 B van de wet van 16 maart 1954 betreffende de contrôle op sommige instellingen van openbaar nut, geschrapt.

Tot de datum van ontbinding van de in deze paragraaf bedoelde instelling, wordt deze laatste onder het toezicht geplaatst van respectievelijk de Waalse Regering en het College, ieder wat hem betreft.

Tot de datum van ontbinding van de in deze paragraaf bedoelde instelling, oefent de Gemeenschapsregering haar bevoegdheden ten opzichte van de instelling uit, op eensluidend advies van het College en de Waalse Regering, ieder wat hem betreft.

§ 5. Bij een op advies van de Waalse Regering en het College genomen besluit, en binnen de perken van de overdracht van de in artikel 3 bedoelde bevoegdheden, regelt de Gemeenschapsregering, ten belope van een jaarlijks maximumbedrag van 37,5 miljoen frank voor het Gewest en van 12,5 miljoen frank voor de Commissie, de overdracht van een gedeelte van de dotatie en, met inachtneming van de in de artikelen 4, 5, 6 vermelde beginselen, de eventuele overdracht van personeelsleden, goederen, rechten en verplichtingen van het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België) naar de Commissie en naar het Gewest.

Art. 11. De Gemeenschap, het Gewest en de Commissie sluiten in elk geval samenwerkingsakkoorden in de zin van artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, voor de regeling van de problemen in verband met :

1° de uitbetaling van de organieke subsidies voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 3;

2° de instelling van een Franstalig comité voor de coördinatie van het sociaal en gezondheidsbeleid.

Die akkoorden bepalen in elk geval dit comité :

a) tot doel heeft een overleg tot stand te brengen met het oog op een grotere doeltreffendheid van de door de sociale en gezondheidssectoren vastgestelde begrotingsmiddelen alsook op de vrijheid en de homogeniteit van de voorwaarden voor de toegang tot de sociale en gezondheidsinstellingen en -diensten;

b) als opdracht heeft adviezen uit te brengen;

c) samengesteld is uit 24 leden benoemd door de Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College, waarbij gezorgd wordt voor een evenwichtige verdeling van de inrichtende machten, de mensen die in de sector werkzaam zijn en de gebruikers;

d) jaarlijks een activiteitenverslag opmaakt en het doorstuurt naar de Gemeenschapsregering, de Waalse Regering alsook naar het College en de respectievelijke Raden;

e) bij de indiening van dat verslag de betrokken sectoren voor een ronde-tafelgesprek bijeenroeft.

3° de Europese structurele fondsen, in het kader van de in artikel 3 bedoelde bevoegdheden, met het oog op de oprichting van een gemeenschappelijke cel bij de Gemeenschap, waarbij deze laatste de betrekkingen met de Europese Gemeenschap namens het Gewest en de Commissie waarneemt.

Art. 12. De krachtens dit decreet naar het Gewest en de Commissie overgedragen middelen worden verminderd ten belope van de uitgaven betreffende :

1° de in artikel 5 bedoelde goederen, voor zover die uitgaven tussen 1 januari 1994 en de datum van hun overdracht door de Gemeenschap gedragen worden;

2° de in de artikelen 10 en 13 bedoelde openbare instellingen, voor zover die uitgaven betrekking hebben op krachtens dat artikel overgedragen opdrachten, personeelsleden, goederen, rechten en verplichtingen en voor zover zij tussen 1 januari 1994 en de datum van hun overdracht door de Gemeenschap gedragen worden.

De Gemeenschapsregering stelt die verminderingen vast bij een op eensluidend advies van de Waalse Regering en het College genomen besluit.

Art. 13. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 23 december 1988 houdende toewijzing van de opdrachten inzake beroepsopleiding aan een instelling opgericht door het Waalse Gewest, gewijzigd bij de decreten van 6 juli 1989 en 13 november 1989, wordt opgeheven op de dag van inwerkingtreding van het in lid 2 bedoelde besluit.

Een op eensluidend advies van het College en de Waalse Regering genomen besluit bepaalt de nadere regels voor de overdracht van goederen, rechten en verplichtingen en van het personeel, voortvloeiend uit de opheffing van het in lid 1 bedoelde decreet.

Art. 14. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1990 tot overdracht van bevoegdheden aan de Franse Gemeenschapscommissie wordt opgeheven.

De normen die op 30 juni 1989 van toepassing waren op de instellingen die het optierecht krachtens artikel 65, § 5, van de financieringswet in de Gemeenschap hebben uitgeoefend, zoals die in voorkomend geval krachtens het in het eerste lid bedoelde decreet door de Commissie werden gewijzigd, blijven echter van kracht tot op de dag waarop de Commissie ze krachtens dit decreet zal hebben gewijzigd.

Art. 15. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1994.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 22 juli 1993.

Het College :

De Minister, Lid van het College, belast met Cultuur en Bijstand aan Personen,
D. GOSUIN

De Minister, Lid van het College, belast met het Gezondheidsbeleid,
J.-L. THYS

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Cabinet du Premier Ministre. — Démissions

Par arrêté royal du 17 mars 1993, qui produit ses effets le 1^{er} mars 1993, démission honorable de ses fonctions de chef de cabinet adjoint du Premier Ministre est accordée, à M. Struye de Swielande, D., agent de la 3^e classe administrative au Ministère des Affaires étrangères

Par arrêté royal du 20 juillet 1993, qui produit ses effets le 1^{er} juillet 1993, démission honorable de ses fonctions de chef de cabinet du Premier Ministre et mis à la disposition du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, est accordée à M. Leman, J.

Chancellerie du Premier Ministre. — Nomination

Par arrêté royal du 21 avril 1993, qui produit ses effets le 1^{er} avril 1993, Mme Roucloux, C., sous-chef de bureau au Secrétariat permanent de recrutement, est nommée en qualité de secrétaire d'administration à la Chancellerie du Premier Ministre (cadre linguistique français).

Administration du Comité supérieur de contrôle Nomination. — Promotions

Par arrêté royal du 13 avril 1992, qui produit ses effets le 1^{er} avril 1992, M. Thibaut, S., commissaire principal à l'Administration du Comité supérieur de contrôle, est promu, par avancement de grade, commissaire principal de première classe à la même administration (cadre linguistique français).

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Kabinet van de Eerste Minister. — Ontslagen

Bij koninklijk besluit van 17 maart 1993, dat uitwerking heeft met ingang van 1 maart 1993, wordt eervol ontslag uit zijn functies van adjunct-kabinetschef bij het Kabinet van de Eerste Minister verleend aan de heer Struye de Swielande, D., ambtenaar van de 3^e administratieve klasse bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Bij koninklijk besluit van 20 juli 1993, dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 1993, wordt eervol ontslag uit zijn functies van kabinetschef bij het Kabinet van de Eerste Minister en ter beschikking gesteld van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, verleend aan de heer Leman, J.

Kanselarij van de Eerste Minister. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 21 april 1993, dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 1993, wordt Mevr. Roucloux, C., onderbureaucheef bij het Vast Wervingssecretariaat, benoemd in de hoedanigheid van bestuurssecretaris bij de Kanselarij van de Eerste Minister (Frans taalkader).

Bestuur van het Hoog Comité van toezicht Benoeming. — Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 13 april 1992, dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 1992, wordt de heer Thibaut, S., eerstaanwezend commissaris bij het Bestuur van het Hoog Comité van toezicht, bevorderd, door verhoging in graad, tot eerstaanwezend commissaris eerste klasse bij hetzelfde bestuur (Frans taalkader).